

2 Politique

CEEAC/Fin de la 2e réunion ministérielle du Comité de pilotage de la réforme institutionnelle

L'objectif atteint!

Stéphane MASSASSA
Libreville/Gabon

Les quatre projets de textes soumis à l'examen ont été validés, hier en début de soirée, par les ministres membres du Comité de pilotage (COPIL RI). Soit moins de 48 heures après l'ouverture de leurs travaux.

LA deuxième réunion ministérielle du Comité de pilotage de la réforme institutionnelle de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC) présidée, depuis mercredi, par le ministre des Affaires étrangères, Alain-Claude Bilie-By-Nze, s'est achevée hier en début de soirée dans un hôtel de la place. Les ministres membres dudit comité, ainsi que leurs collègues des Finances et de la Défense sont parvenus à valider, en moins de 48 heures, les quatre derniers instruments juridiques soumis à leur examen. Toute chose qui vient mettre fin, au processus de travail préalable à cette réforme.

De l'examen de ces quatre textes, à savoir, le projet de Cadre organique; le Statut du personnel de la CEEAC; le Règlement financier; et le projet de protocole relatif au Conseil de paix et de sécurité de l'Afrique centrale (COPAX), il ressort, entre autres, notamment pour le premier texte cité, que "l'organe exécutif principal de la communauté sera composé de sept commissaires dont un président, un vice-président et cinq commissaires chefs



Une phase des travaux.



Les ministres de la CEEAC en charge de l'intégration régionale, satisfaits du travail accompli.



Photo de famille des principaux participants.

de départements". Notamment le département "Affaires politiques, Paix et Sécurité"; le département "Marché commun, Affaires économiques, monétaires et Financières"; le département "Environnement, Ressources naturelles, Agriculture et Développement rural"; le département "Aménagement du Territoire et Infrastructures"; et un département "Dévelop-

pement humain et social". À cela s'ajoutent 115 postes, hormis les experts dont le nombre devra être défini par l'instance compétente. S'agissant du Statut du personnel, on retiendra qu'il porte sur "la mise en cohérence de la classification professionnelle et des emplois avec le statut de l'Union Africaine (UA)". Ainsi, le statut du person-

nel prévoit, entre autres, "la rationalisation des allocations et des indemnités; l'incitation et la stimulation du personnel au moyen de diverses récompenses; l'encadrement du règlement des différends liés aux mesures disciplinaires; le renforcement des règles du contentieux professionnel, etc."

Pour ce qui est du Règle-

ment financier, le Comité de pilotage estime, entre autres, que le renforcement des principes budgétaires reste nécessaire à la bonne gouvernance financière. De même, l'insertion des modalités de liquidation, de recouvrement et de gestion de la Contribution communautaire d'intégration (CCI). Sans oublier le renforcement du dispositif de contrôle budgétaire

et comptable des organes et institutions de la communauté par la Cour des comptes, la Cour de Justice, le Parlement communautaire, le Contrôleur financier et l'Auditeur interne. Enfin, s'agissant du projet de protocole COPAX, on note entre autres, comme innovations du "COPIL RI", "l'insertion complète et définitive du mécanisme institutionnel du COPAX au sein de l'architecture institutionnelle de la CEEAC, et le renforcement de la coopération entre les États membres dans le domaine de la police et de la justice à travers la mise en place du Mécanisme régional de la Coopération policière et judiciaire de l'Afrique centrale". Rappelons que ce travail effectué par le Comité de pilotage de la réforme institutionnelle de la CEEAC ouvre la voie à un Sommet extraordinaire des chefs d'État des pays de la sous-région dont la date reste à déterminer.

PDG/Tournée nationale du secrétariat exécutif/Mounana & Bakoumba

Redoubler d'ardeur

J.K.M
Moanda/Gabon

Le regard rivé vers l'avenir, le secrétaire général du Parti démocratique gabonais (PDG), Éric Dodo Bounguendza, a invité les militantes et militants de ces deux localités à se mettre plus au travail.

APRÈS l'Ogooué-Lolo, le secrétaire général du Parti démocratique gabonais (PDG), Éric Dodo Bounguendza, a poursuivi son périple à l'intérieur du pays, jeudi 25 juillet dernier, dans la province du Haut-Ogooué. Il s'est rendu successivement à Mounana, dans le département de la Lébombi-Léyou et Bakoumba, dans le département de la Lékoko. Dans ces deux localités, il a invité les militantes et militants à redoubler d'ardeur



Eric Dodo Bounguendza lors de sa communication à Mounana.

tout en tournant définitivement la page des élections couplées d'octobre dernier, à l'issue desquelles leur formation politique (au pouvoir) a connu des fortunes diverses. Si à Mounana, le ticket Union pour la démocratie et l'intégration sociale (Udis)/PDG a remporté le siège de député, tel n'a pas

été le cas dans le chef-lieu du département de la Lékoko. Un échec, à en croire le secrétaire départemental, Aubin Lobo, à mettre sur le compte de l'indiscipline de certains de ses "camarades" dans la localité qui auraient soutenu, en sous-main, leurs adversaires. Qu'à cela ne tienne, il s'est



Vue partielle de la foule de militants ayant accueilli le secrétaire général du PDG à Bakoumba.

réjouit de ce que "le PDG se porte bien dans sa circonscription politique". Idem dans la ville de l'uranium où son collègue, Archibald Ndjounga, s'est félicité de "la parfaite convivialité" avec laquelle sa formation politique et son allié gèrent le conseil municipal. Tout en déplorant "la persistance de l'existence

de l'étiquette de l'opposition accolée", à tort ou à raison, à Mounana. "Ici, l'opposition s'est éteinte", s'est-il écrié. D'où, a-t-il clamé, "nous devons préserver nos acquis et renforcer les moyens de fonctionnement de nos deux fédérations, six sections et trente-sept comités qui animent, au quotidien, la vie de notre grand

parti dans notre localité". Dans tous les cas, Éric Dodo Bounguendza a relevé la nécessité de construire l'avenir en prenant véritablement en compte les préoccupations des militantes et militants, "socle du PDG". En faisant montre d'unité et de cohésion. D'autant plus que, a-t-il indiqué, "le distingué camarade président Ali Bongo Ondimba ne veut plus entendre parler de divisions et autres guéguerres au sein du PDG. C'est d'unité dont il a besoin, pour mener à bien sa mission de développement de notre pays pour le bien-être des populations". Aujourd'hui, Éric Dodo Bounguendza et l'ensemble des membres de sa délégation seront les hôtes des militantes et militants de Leconi et Bongoville. Hier ils étaient à Moanda et à Boumanga.